

Le MSD décapité : L'heure est aux règlements de comptes au Burundi

RFI, 13-03-2014 Burundi : L'opposant Alexis Sinduhije poursuivi pour «insurrection armée» L'heure est aux règlements de comptes au Burundi, après les affrontements ayant opposé policiers et militants du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD). Alexis Sinduhije, président du MSD actuellement en fuite, est poursuivi pour «participation à un mouvement insurrectionnel armé». Il risque la perpétration. Les affrontements qui ont opposé la police aux militants du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), ce samedi 8 mars, sont les plus violents à Bujumbura depuis la fin de la guerre civile, en 2006.

Le président du MSD, Alexis Sinduhije - aujourd'hui en fuite -, assure qu'il ne s'agit que de simples manifestations pacifiques pour réclamer les droits politiques et civils de l'opposition, des droits totalement bafoués au Burundi. Mais pour le pouvoir, il s'agit d'une insurrection, qu'il entend réprimer sévèrement. Jusqu'ici, le pouvoir de Bujumbura n'a pas été discret sur le sort réservé au leader du MSD, accusé d'être l'instigateur des violences. La justice annonce qu'il est pas allé de main morte. Ce mercredi 12 mars, Arcade Nimubona, le procureur de Bujumbura, a annoncé qu'Alexis Sinduhije est notamment poursuivi pour « participation à un mouvement insurrectionnel armé ». C'est un crime passible de la perpétration au regard de l'article 598 du Code pénal burundais. De quoi mettre totalement hors-jeu ce farouche opposant au président Pierre Nkurunziza. Le MSD décapité Son parti, le Mouvement pour la solidarité et le développement, est décapité. 71 de ses membres, dont de nombreux cadres, ont été arrêtés samedi, puis ils sont poursuivis pour les mêmes motifs que le président du mouvement et encourent eux aussi la perpétration. Enfin, le gouvernement burundais envisage de suspendre ce parti. Il pourrait même le dissoudre, selon le ministre de l'Intérieur. Un diplomate en poste à Bujumbura parle aujourd'hui d'une « escalade dangereuse ». Mais, malgré les appels à retenue lancés par la communauté internationale, l'heure n'est pas encore à l'apaisement au Burundi.